



PARIS, VIII
5, rue Bayard, 5,
Téléphone : 514,38 — 524,45

LE FIGARO

LILLE
15, rue d'Angleterre, 15,
Téléphone : 672

XII^e ANNÉE — N^o 3802 — MERCREDI 8 MAI 1902

84, Grande-Rue, 84

85, Rue des Ursulines, 85

POINT VITAL

Avez-vous fait cette remarque : toutes les fois que les catholiques manifestent quelque velléité d'agir sur les masses dans un but électoral, aussitôt un immense *toile* s'élève dans le camp adverse. Tant que nous nous en tenons aux jérémiades et aux déclamations indignées, on nous dédaigne. Nos orateurs peuvent tout à leur aise, devant des auditoires bien clos, faire éclater le tonnerre de leurs protestations éloquentes.

Nos journaux bien pensants et d'une intellectualité élevée qui n'atteint point le peuple, peuvent dénoncer les passadroits et les iniquités dont nous abusons, analyser les maux de l'heure présente, montrer du doigt les abîmes où l'on nous conduit : nos ennemis ne font que rire de ces lamentations et de ces prophéties échangées entre compagnons de chaîne.

Nous pouvons même nous occuper d'œuvres pies et semer à pleines mains l'or de la charité. On veut bien le tolérer — non sans nous pressurer et nous tracasser cependant, afin d'entretenir dans le gros troupeau catholique cet esprit timoré et ces étranges tremblements qui le paralysent.

Mais quand d'aventure une voix éloquente jette à travers les toutes des appels vibrants à l'action, à la seule action efficace et vraiment pratique, celle qui s'exerce sur le terrain électoral, alors tout change.

On dirait d'une pierre jetée dans la mare aux grenouilles.

Les coassements s'élevaient en un concert éperdu.

L'orateur a touché au vif. Qu'importe à cet orateur catholique se place sur le terrain constitutionnel ! Il n'est pas un insurgé contre la forme actuelle du gouvernement, il l'accepte franchement. C'est vrai.

Il est un citoyen, payant ses impôts comme les autres — sinon plus que les autres, — il ne réclame aucun privilège, il ne demande que le droit commun.

Il ne provoque pas à la guerre civile, il ne prêche aucune grève, ne chante pas la *Carmagnole*, n'organise aucun *referendum*, et n'installe pas un Etat dans l'Etat.

Il est d'une correction irréprochable, et s'efforce d'aux armes les créances armées légales, aux armes que la Constitution met à la portée de tous les citoyens, qu'il dit de recourir.

Tout cela est vrai, mais qu'importe ! Il touche à la question électorale, tout est là.

Il jette des mots tellement vibrants qu'ils pourraient être entendus.

Et qu'arriverait-il si les catholiques, électrisés par ce tribun, venaient à s'apercevoir qu'après tout ils sont le nombre ; qu'ils ont, eux aussi, droit au pouvoir, plus que tous les autres, les moyens d'y parvenir ; qu'ils font fausse route lorsqu'ils s'occupent de tout, se saignent à blanc pour des milliers d'œuvres et oublient l'œuvre essentielle, celle qui, bien menée, rendrait presque toutes les autres superflues ?

Qu'arriverait-il si, écoutant ces conseils, les catholiques se mettaient résolument à l'œuvre électorale avec cette énergie, cette ténacité, cette générosité, cette intelligence et ce désintéressement qu'ils prodiguent sur cent autres terrains ?

Voilà ce qui épouvante nos jacobins et arrache à toutes leurs poltrines et à toutes leurs pressés, ces clameurs effrayantes, mais surtout effrayées.

De même quand, voilà quelques années, un Comité électoral s'est formé et a fait mine d'instaurer dans le pays, au profit des catholiques, une vaste et

solide organisation électorale, n'avons-nous pas vu la *Camarilla* maçonnique s'agiter, mettre en branle toutes les forces judiciaires, et traîner devant des tribunaux complaisants les citoyens, les moines avisés qui s'étaient dit que la liberté, la Constitution et les lois sont faites pour tout le monde, — même pour les catholiques ?

Et quand nos jacobins se sont aperçus que le journal de ces maîtres n'entretrait pas seulement les sommités intellectuelles du catholicisme français, le monde bien pensant, mais pénétrait aussi dans les masses, fouillait toutes les couches sociales et y jetait à pleines mains, par centaines de mille feuilles quotidiennes, les paroles libératrices, les mots qui éclairaient et qui secouaient, les vérités qui étonnaient et qui réveillaient ; quand ils virent que l'idée catholique allait au peuple, au nombre, aux toutes dans lesquelles se taillent les majorités triomphantes, alors leur peur redoubla, et ce fut contre la *Croix* un déchaînement inouï.

Toutes les caricatures de la *Finjura* et de la *colonne* fondirent sur elle.

Toutes les foudres gouvernementales tentèrent de la pulvériser.

Et c'est un miracle du ciel qu'elle ait survécu de cette riche survie qui s'accroît tous les jours.

Que conclure de tout cela ? Il faut en conclure que la question électorale est la question capitale.

D'instinct, l'homme attaque s'arrondit le bras pour protéger sa tête. C'est là le point vital.

C'est donc là qu'il faut frapper l'ennemi, si prompt à protéger ses urnes dès qu'on menace d'y toucher.

A l'œuvre donc, mais à l'œuvre électorale avant tout, catholiques !

DÉFENDONS-NOUS

Dans sa dernière audience, le tribunal de Sens a condamné le gérant du journal le *Travailleur socialiste* dans l'action intentée contre ce journal, pour un entrefilet diffamatoire, par les abbés Rouch et Camard. Le gérant est condamné à 50 francs de dommages et intérêts à chacun des vicaires, aux rais et à un certain nombre d'insertions.

Le Nouveau-Monde, qui peut-être dépasse l'ancien en prospérité matérielle, se laisse griser par la folie de la richesse. Les journaux américains nous en citent des exemples non moins ridicules que déplorable.

Pour le premier bal, qui a eu lieu à Uffès, toutes les dames et jeunes filles devaient être exclusivement habillées de papier. Dans le second bal, qui eut lieu le même soir, à Hoboken, seuls les légumes étaient admis — et ce fut, lors de la soirée, une défilé bizarre de pommes de terre, citrouilles, concomres, petits radis roses, choux pommés et carottes animés.

Enfin, à Chicago, un jeune ménage multi-millionnaire a eu l'idée d'organiser un bal de mendicants, et l'on a pu voir, ce soir-là, une des plus riches et des plus jolies héritières de la ville revêtue d'ordures qui eussent fait honte à une pauvre authentique.

Il avait comme cela près de 500 invités qui semblaient échappés de quelque cour des Miracles, et le bal s'est terminé par un souper infiniment pittoresque, dans lequel on servit des mets très raffinés dans des écuelles ébréchées.

Une correspondance particulière confirme les renseignements que nous avons déjà donnés sur la vente de poudre aux Arabes par les Anglais.

A Chercell, on débarque à chaque instant des provisions de poudre, qu'on porte à Marceau le samedi. Le dimanche, un savetier arabe va vendre la poudre aux Beni-Menasser sur le marché d'El-Haad.

Un haut fonctionnaire, en tournée d'inspection à Chercell, à qui on demandait ces manœuvres dangereuses, ne put que répondre : « Nous le savons, mais les Anglais sont protégés en haut lieu, et si nous les dénonçons, nous en courrons peut-être une disgrâce. »

Les Anglais n'attendent plus qu'on les invite pour tirer les premiers.

LA RÉVOLTE ALGÉRIENNE
Le gouvernement général de l'Algérie communique la note suivante : Les bruits alarmants qui ont couru pendant les journées d'hier au sujet des troubles de Manguerdine. Voici la vérité : des recherches avaient été organisées par l'administrateur d'Hannan-Khira, avec le concours des indigènes des douars de Zouar, Boumat, et Hammat, pour capturer les rebelles signalés au col de Righa.

Cette opération effraya les Européens installés dans cet endroit et causa une panique intense à Miliana. L'administrateur-adjoint, M. Rougier, se remit avec des troupes sur les lieux et put constater que tout est calme et que le bruit répandu qu'un nouveau mouvement se produirait était absolument inexact.

UN BALLON CAPTIF EMPORTÉ
Un ballon captif, monté par des aéronautes de Cologne, qui avait été lancé dimanche vers 8 h. 1/2, pour exécuter diverses expériences, a été supporté hier soir, par le vent qui a rompu le câble.

Un ballon captif portant deux personnes, a été enlevé dans la direction de Hunsfeld et Oshmdorf et a disparu bientôt dans les nuages.

On n'a aucune nouvelle sur ce qu'il est devenu depuis.

A GRIGNON
Un de nos lecteurs, ancien élève de l'École d'agriculture de Grignon, nous écrit que certains renseignements sur cette école, publiés par plusieurs de nos confrères, étaient empreints d'exactitude.

Le bombardement d'un château se réduit à un coup de fusil tiré par un malfaiteur : la maison ou le fort qui n'a existé que dans l'imagination des écrivains n'est que le théâtre d'un n'y a pas lieu de taxer de boumado une prétendue inoffensive.

Le rapport de Grignon nous apprend que les élèves de Grignon sont en grosse majorité des travailleurs sérieux. Nous ne pouvons que nous en réjouir pour le progrès et l'aventure de notre agriculture nationale.

Le besoin de réhabiliter le triste abbé Bruneau ne s'explique guère ; ceux qui entreprennent cette œuvre perdent leur temps.

Que dire de ces journaux dont les divagations sont risibles ? Ils me font vivre et mourir à Nantes, alors que je n'ai jamais mis les pieds dans cette ville. Je suis, grâce à Dieu, encore vivant, et même je me porte fort bien.

Certes, je serais heureux de savoir que l'abbé Bruneau est mort victime du secret de la confession, mais cette histoire n'est qu'un conte, évidemment.

Les journalistes sont, dans ce pays-là, à court de copie ; cependant ils feraient mieux de ne pas faire revivre le scandale d'Entrammes. Une preuve, mon cher neveu, vous et les vôtres, en a déjà été donnée.

JEANNETTE CHARLOUX
Cette lettre a été écrite au nom de la Jeannette, qui est inconnue, par son curé ou, par une religieuse de l'école de Fouquieries, mais elle est absolument authentique.

LES GREVES (suite)
Nîmes, 7 mai. — De notre correspondant particulier : Les ouvriers peintres en bâtiments ont commencé la grève ce matin, réclamant pour tous le salaire unitaire de 6 francs. Ils sont allés en grève à la mairie et à la préfecture pour les rendre calmes.

La grève fut décidée hier soir à la Bourse du Travail, dans l'après-midi, on prépara la grève des ouvriers plâtriers.

La ville est calme. Colonne 7 mai. — Ce matin, après leur réunion à la Bourse du Travail, les grévistes nîmois, au nombre de 1300 environ, se sont rendus à la préfecture et à la mairie.

Une délégation a été introduite près du préfet et près du maire. Les délégués ont exposé les revendications des grévistes qui demandent une augmentation de 0 fr. 50 par jour.

LE SALON

Premier article
Le Salon est un événement artistique qui dure deux mois. Contrairement à plusieurs de nos confrères, je suis tout à fait partisan des Salons, et je ne vois pas du tout par quoi on pourrait les remplacer. Ils permettent de constater régulièrement le niveau de l'art, d'en noter la hausse, et de compter les coups.

Cette année encore, le Salon des Champs-Élysées est supérieur à celui de l'avenue d'Antin, ce qui ne veut pas dire qu'il soit très fort.

Pour se faire une opinion artistique intégrale, il vaut évidemment mieux voir les deux : mais aux personnes pressées, j'indique les Champs-Élysées ; pour les très pressés, après avoir monté l'escalier monumental (je n'ai jamais su pourquoi on l'appelle monumental), prendre à droite plutôt qu'à gauche, passer, sans une seconde d'arrêt, devant tous les sujets intitulés : *Mélancolie, Echo, Étude, Cygne, Paradis perdu, Réverie, Idylle, Repos, Ére, Automne, Nymphe de la Seine, de la Loire et de l'Est-cout*, etc. Tout cela, c'est la même plaisanterie, et le peintre nous prend pour ce que nous ne sommes pas.

Arrêtés-yous, quelques instants seulement, devant CHOCCARD, BOUGUEREAU, BRETON, BAILLON, DUBOIS, DIEZEL-POUGET. Leurs tableaux sont fort bons, celui de BAILLON surtout est une pure merveille ; mais vous les avez tous vus les années précédentes ! Qui ne connaît l'*Amour*, de BOUGUEREAU ; les *Gamins*, de CHOCCARD ; la *Paysanne*, de BRETON ; les *Cuirres*, de BAILLON ; les *Fauves*, de DUBOIS ; les *Bruyères* et les *Brumes*, de DIEZEL-POUGET ! Ce n'est plus de l'art, cela devient presque du métier. Car ce que je demande à un peintre, surtout à un de ceux à l'usage des artistes que je viens de nommer, ce n'est pas de peindre sur place, et de s'arrêter toujours au même sujet, par peur de faire moins bien ; mais de fouiller l'idéal par une marche sans cesse en avant, et de me donner, devant son tableau, l'impression d'un homme qui oublie ce qu'il a trouvé, pour ne plus songer qu'à ce qu'il lui reste à découvrir.

Cette impression, je l'éprouve devant le tableau de CHARTRAIN : le *Cardinal de Richelieu et l'Éminence grise*, que je considère comme un des principaux chefs-d'œuvre de ce Salon, qui en compte très peu d'ailleurs. Il y a vraiment une grande pensée derrière le front de ce prince de l'Église, qui à ce moment historique, est maître des destinées du monde. Que lui raconte l'Éminence grise ? Une victoire ou une défaite ? Peu importe ! On sent que la combinaison n'est pas loin qu'il va parer à toutes les éventualités.

Ce tableau fait pendant au *Portrait de Leon XIII*, par BÉNIGNI-CONSTANT ; et tous deux illustrent cette salle et la rendent une des plus intéressantes de l'Exposition.

Je signale à l'attention du visiteur, cherchant l'art plutôt que les tartines à effet, une petite toile très sérieuse, très bien traitée, d'une note très juste, c'est la *Chanson de route*, de SCORR ; sur le chemin poussiéreux, mordu de soleil, les soldats montent ; on sent que l'étape est longue et les jambes lassées ; mais, sur toute la fatigue, passe la chanson de la route, le couplet entendant, faisant oublier les kilomètres passés et à venir, pour se laisser emporter par la note alerte, qui fait rire des choses... pour n'avoir pas à se souffrir.

Une excellente toile encore, c'est *Restitution*, de M. RÉMY COGNIS : une servante, dans une heure d'égarement et de coquetterie, a pris à sa maîtresse un collier et un bracelet, elle sent aujourd'hui la gravité de sa faute, et rapporte les bijoux au père... L'ensemble de la scène, quoique traité d'une façon peut-être un peu théâtrale, est pourtant fort bon, et il s'en dégage une impression très favorable.

Je ferai le même éloge au *Christ de Emmaüs*, de la Jeune d'Aré de PAUL FLAMAND, de SARRASIN de ROTAS, et à la *Charité* de M. BOQUET : sa petite mendicant qui attend, toute honteuse, sur le pas de la porte, est d'une facture très touchante, ainsi que le *Déjeuner de Grand-Père* de SOUZA-PINHO. J'appelle également l'attention sur l'envoi de M. MOISSE : devant un petit berceau vide, un berceau de campagne où achevait de mourir les fleurs tombées des couronnes, un pauvre chien semble pleurer l'enfant disparu... C'est broché avec grande délicatesse.

Il faut le remarquer, les toiles à succès ne sont pas celles qui sont à l'extraordinaire, comme le tableau de ROUSSOISSON ; ni au tragique, comme l'*Outrage*, de CHATELAIN ; ou aux idées magiques, comme la *Joie du travail* de

DUVENT ; le public recherche, dans la musique comme dans la peinture, une certaine poésie soit dans l'exécution, soit dans l'inspiration ; il s'arrêtera avec émotion devant la petite toile de M^{lle} DEMONT-BRETON : *Même au foyer détruit la flamme peut renaître*. Il fera fête à celle de SERGIUS : *Bonaparte attendant sa réserve à Marengo*, et à la très poétique composition de M. ARLIN : la *Fuite en Égypte*, parce que ces œuvres diront quelque chose à son âme nationale et simpliste.

Ici, je fais allusion à un mal bien moderne : l'engouement pour les exotiques.

L'invasion de la peinture étrangère à américaine, slave ou russe, est un écueil contre lequel nous aurons à nous préserver de plus en plus à chaque Exposition. Je ne compte pas cette année le nombre d'envois signés de noms étrangers, quelques-uns sont très bien, comme la délicieuse *Chapelle de la Vierge* de SÉVILLE, de BELLAN ; mais beaucoup d'autres sont à côté, et il suffit d'une coterie pour leur tailler un succès. C'est pourquoi j'applaudirai toujours à la vraie peinture française, traitant ses sujets avec une touche sincère et bien nationale. Je vois avec une mélancolie inconnue l'introduction, dans notre grand art, d'un certain modernisme style qui est à la fois une importation étrangère et un symptôme probable de décadence s'il déborde et débile et passe de l'ameublement à la peinture.

On ne peut pas dire que le Salon de cette année soit un Salon supérieur ; il ne fera pas date, il ne donne pas l'impression d'un progrès accompli, d'un but atteint. J'y ai vu d'excellentes toiles et de bonnes sculptures dont je parlerai bientôt, mais il semble que, là comme partout, l'inspiration, en général, manque, et que pour faire oublier l'absence de cet indispensable facteur de beauté, on ait eu recours à l'étrange, au compliqué, au violent, c'est-à-dire à des moyens qui condamnent d'avance l'œuvre de ceux qui les emploient.

PIERRE L'ÉRMITE.

L'ABBÉ BRUNEAU

La Jeannette, la servante du curé d'Entrammes ne serait pas morte, elle serait encore au service de M. le curé de Fromentelles, près de Château-Gontier. Dis lors elle n'a pu faire la confession suprême, suivie de révélations inattendues qu'on lui attribue.

Il y aurait-il pas eu confusion entre cette femme et une autre personne ?

L'ancien vicar de la *Maysenne*, qui le premier a lancé la nouvelle dans l'*Avenir de la Maysenne*, ont voulu la rajouter, en y ajoutant le nom de la Jeannette. Nous avons reproduit ces divers faits nous gardant bien de nous les approprier.

Voici en quels termes s'exprimait l'*Avenir de la Maysenne* : « Une femme, morte il y a quelques jours (ici nous croyons devoir supprimer le nom), a tenu à dire devant témoins, avant de mourir, que l'abbé Bruneau était innocent de l'assassinat de son curé. »

Toutefois des révisions du procès du vicar d'Entrammes doit-elle être abandonnée ? Ces prétendues déclarations d'une mourante constituent-elles le seul fait nouveau ?

Il paraît que non. Ce matin, le *Figaro* publiait la note suivante : « Nous croyons savoir que M. Moisis, ministre de la Justice, vient d'être saisi d'une demande d'audience au sujet des récents incidents se rattachant à l'affaire de l'abbé Bruneau. »

Nous nous sommes rendus chez M. l'abbé Bolo. Nous le trouvons à Ville-d'Avray, dans son cabinet de travail. L'ancien vicar général de Laval, aussitôt qu'il connaît le but de notre visite, se renferme dans le mutisme le plus absolu.

Sur le fond de l'affaire pas plus que sur la demande d'audience qu'il a adressé au ministre, il ne veut rien dire.

Et quand lui montrant une dépêche de Laval, reçue par le *Matin*, déclarant qu'il n'y a rien de vrai dans les prétendues révélations posthumes, M. l'abbé Henri Bolo nous répond : « J'ai pour principe absolu de ne jamais parler de l'évêque de Laval. »

Mais, répliquons-nous aussitôt, il n'y a aucune connexité entre l'affaire de l'abbé Bruneau et les derniers événements de Laval ?

L'ancien vicar général, reprenant sa

D'après des bruits qui circulent, lord Roberts se trouvant en désaccord avec lord Brodrick, serait sur le point de donner sa démission de commandant en chef des armées anglaises.

Athènes, 7 mai. — Le roi, inaugurant à Nauplie, devant les ministres, tous les chefs de l'opposition et plusieurs députés, la statue du héros de l'Indépendance, le maréchal Colocotronis, a fait un discours remarquable.

Il a déclaré que la Grèce avait le devoir d'organiser ses forces militaires et navales pour sauvegarder son indépendance nationale et accomplir sa mission.

Rome, 7 mai. — Les décharges du port de Gènes n'ont pas voulu maintenir l'engagement de commencer le travail à 7 heures du matin, l'accord qui semblait définitif est rompu. Devant cette attitude des ouvriers, les patrons ont décidé de renouer toute opération de chargement et de déchargement. 8000 ouvriers se trouvent de nouveau en grève. Seuls les déchargés du charbon s'étant présentés à l'heure ont continué le travail.

Une manifestation de vapeurs sont inactifs dans le port. A ceux qui sont en navigation, il a été télégraphié d'aller déclarer à Marseille, les arrivés et de continuer le travail.

A employer seulement les ouvriers qui signent devant les autorités une nouvelle convention révisée pour donner à leur travail à dix heures l'été et à huit heures l'hiver.

La Chambre de travail de Gènes a déclaré désavouer cette nouvelle grève et abandonner les ouvriers à leur sort.

M. MOUTIER CONTRE M. ROLAND
La Chambre du tribunal civil de la Seine a condamné aujourd'hui, par défaut, M. Roland, président d'une des Chambres de Commerce françaises de Bruxelles, Paul Doyot, Ernest Chabrin, à 10,000 francs de dommages-intérêts pour diffamation envers M. Moutier. Le jugement devra être inséré dans dix journaux à 200 francs l'insertion.

LA JOURNÉE

La retraite des trois ministres prussiens n'alla pas sans vives résistances de leur part. Il paraît que par ordre de l'empereur, M. de Lucens fut obligé d'insister beaucoup auprès de M. de Miquel pour avoir sa démission.

On estime que la reconstitution du Cabinet avec trois nouveaux titulaires de portefeuilles est un succès considérable pour M. de Bülow.

Après trois séances d'une discussion acharnée, la Chambre des Communes a voté définitivement la nuit dernière la surtaxe du charbon par 321 voix contre 237, c'est-à-dire à 108 voix de majorité.

Les journaux anglais publient une note du War Office portant relevé général des pertes de l'armée britannique depuis le commencement de la guerre dans le Sud-Africain. Ce relevé accuse la mort ou la mise hors combat par blessures et maladie de 63,498 officiers, sous-officiers et soldats.

Un signalé encore aujourd'hui des destructions de trains par les Boers qui se montrent de plus en plus actifs. On signale aussi l'attitude vraiment extraordinaire de Botha qui se trouve dans une situation si forte près de Klerksdorp, qu'il a donné, ces jours derniers, à ses officiers la distraction d'un bal.

Un télégramme de Washington assure que le gouvernement des États-Unis fait en ce moment de très grands efforts pour obtenir que la Chine soit dorénavant ouverte au commerce du monde entier.

Le prince Tuan est condamné à la prison perpétuelle, et le gouvernement chinois se serait engagé à ne jamais commuer cette peine. — Mais où est le prince Tuan ? On l'ignore.

A Cologne, vers 9 h. 1/2 du soir, un aérostat d'expériences a eu son câble attaché brisé par la violence du vent. Le ballon a disparu dans les airs, et on est sans nouvelles des deux aérostats qui le montaient.

En même temps que le mouvement gréviste s'apaise en France, il devient plus actif à Gènes, et l'éffervescence ouvrière gagne toute la côte de Ligurie. Ces grèves d'Italie ont un caractère plutôt politique que socialiste.

Le XXI^e Pèlerinage en Terre Sainte

Le Conseil des Pèlerinages nous communique la dépêche suivante : Nazareth, 7 mai, 10 heures.

Aujourd'hui, entrée à Nazareth, temps splendide.

On nous a fait un accueil excellent. Une procession magnifique vient d'avoir lieu. Tous les pèlerins sont heureux.

V. DE P. BAILLY.

LES RECOMPENSES DE L'EXPOSITION

Le ministre du Commerce communique la note suivante : Diverses notes parues récemment dans la presse ayant pu jeter un trouble dans l'esprit des exposants français et étrangers récompensés à l'Exposition universelle de 1900, il semble utile de rappeler que tous les exposants récompensés reçoivent pratiquement par les soins du commissariat général leur diplôme et un exemplaire de la médaille des récompenses frappée à leur nom ou raison sociale.

Tous exposants qui ont obtenu une mention honorable ne reçoivent que le diplôme.

L'expédition des médailles commencera incessamment et suivra l'ordre numérique des exposants.

L'envoi des médailles aux exposants français sera fait directement et sans formalités par le commissariat général.

Les exposants des colonies et des pays de protectorat recevront leurs médailles par l'intermédiaire du délégué des ministères des Affaires étrangères et des Colonies.

Quant aux exposants étrangers, ils seront mis en possession de leurs médailles par les soins du commissariat général de leur section. Les diplômes seront envoyés ultérieurement et dans les mêmes conditions.

Les diplômes et les médailles destinés aux collaborateurs seront adressés à la maison à laquelle les titulaires sont attachés.

A TRAVERS LA PRESSE

LES JOURNAUX DE MARDI SOIR
LE BUDGET DE 1902
Du Journal des Débats : Le budget de 1902 ne nous apporte donc aucune surprise, pas même celle qui nous aurait causé le plus de plaisir et qui consisterait à nous offrir une diminution des dépenses ou même un simple arrêt de leur progression.

Il ne demeure plus à la règle générale, si malheureusement établie de nos jours, que pour le plus grand profit, le résultat des dépenses de la loi de finances de 1901 prévoyait 2,504 millions de francs.

Celle de 1902 élève le total à 2,597 millions. La majoration est donc de 93 millions, ce qui, peu près, le chiffre de la progression habituelle.

Des tableaux joints au projet nous apprennent d'un précédent et accablant de dépenses. La loi de finances de 1901, le résultat des votes pour la défense des colonies et l'augmentation de la flotte.

Mais nous y voyons aussi que le budget des travaux publics augmente d'environ 11 millions et demi et que, sur cette forte somme, 9 millions seulement sont des garanties d'intérêts aux Compagnies de chemins de fer.

D'un autre côté, les remboursements à faire au Trésor par ces Compagnies, qui fournissent cette année une recette d'environ 15 millions, disparaissent presque complètement pour l'année prochaine.

L'augmentation des charges de la garantie est de 10 millions. L'exposé des motifs, à diverses circonstances économiques et à des faits de l'ordre administratif.

Cette dernière expression est un peu vague. Pour comprendre ce qu'elle signifie, il faut se

DERNIÈRES NOUVELLES

AU PALAIS-BOURBON

LES LOIS OUVRIÈRES

La Commission d'assurance et de prévoyance sociales s'est réunie de nouveau cette après-midi pour continuer l'examen des modifications proposées par le gouvernement au projet sur les retraites ouvrières.

La discussion portera principalement aujourd'hui, sur la question de savoir si les sommes destinées aux retraites devront être placées à capital aliéné ou à capital réservé, et sur la question d'assurance en cas de décès que le gouvernement a écartés dans les modifications qu'il propose au projet.

Les intentions de la Commission sont d'inscrire son travail de façon à pouvoir demander à la Chambre d'inscrire à son ordre du jour, dès la rentrée, la discussion du projet sur les retraites ouvrières.

La discussion n'est pas près elle demandera tout d'abord la discussion des légères modifications qu'elle a votées à la loi sur les accidents de travail.

Une interpellation
M. Marechal, député, actuellement à Marseilles, télégraphie au président du Conseil qu'il interpellera sur l'assurance de l'Algérie, afin de rétablir les assurances sociales comme des victimes et les colonies comme des provinciaux ou des étrangers.